

# La triple charge de travail des syndicalistes indonésiennes

mardi 22 juin 2021, par [ASMAWATY Andi Cipta, New Mandala](#) (Date de rédaction antérieure : 17 juin 2021).

**La crise de la COVID-19 accentue les inégalités de genre au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales. Dans la mesure où la COVID-19 a frappé les secteurs manufacturiers à bas salaires où travaillent en majeure partie des femmes, ses conséquences touchent un genre plus que l'autre. L'OIT rapporte, par exemple, que deux travailleur·ses de l'industrie de l'habillement en Asie-Pacifique sur cinq n'ont pas repris le travail après la fermeture des usines. La majorité des travailleur·ses du secteur de l'habillement sont des femmes et elles représentent 5,2 % de l'ensemble de la main d'œuvre féminine de la région.**

Pourtant, au milieu de la pandémie, le travail invisible effectué par un grand nombre de femmes en Asie n'a pas seulement doublé, mais triplé. Beaucoup de femmes salariées, en plus d'être les premières à s'occuper des membres de la famille à la maison, sont aussi des syndicalistes menant une lutte sans merci pour protéger les droits des travailleur·ses les plus vulnérables de la région.

La chaîne logistique mondiale, perturbée, fragilise la position des fournisseurs dans les négociations là où une baisse de la demande des acheteurs mondiaux a été observée. [La demande a chuté d'environ 70 % dans le secteur de l'habillement et l'approvisionnement en matières premières est également plus difficile](#). L'annulation des commandes d'acheteurs et les confinements ont entraîné des fermetures d'usine temporaires sans date de réouverture définie. Les actions engagées par les entreprises industrielles ont surtout eu pour effet de transférer les risques sur les ouvrières. Dans les pays asiatiques, environ 60 % des fournisseurs du secteur de l'habillement ont licencié des ouvrier·es, tandis que la moitié a réduit sa main d'œuvre de 10 %.

Parmi ceux et celles qui travaillent toujours, beaucoup d'ouvrières asiatiques dans les secteurs manufacturiers voient leur paye à la fois réduite et retardée. Selon [Willis Towers Watson, sur 3 800 entreprises situées dans 22 pays de l'Asie-Pacifique, 34 % ont réajusté leurs salaires](#). Au Bangladesh, [environ 32 % des ouvrier·es de 80 entreprises différentes ont accusé un retard de salaire](#).

Pour les ouvrier·es, les syndicats représentent un outil essentiel d'exercice de leur pouvoir de négociation avec les entreprises et le gouvernement. Les droits à se syndiquer et à négocier collectivement sont les moyens dont disposent les syndicats pour proposer, concevoir et évaluer des projets destinés à améliorer l'existence des travailleur·ses. Les syndicats sont aussi des piliers de la démocratie, soutenant le développement de l'organisation politique ainsi que la mobilisation du pouvoir collectif.

Mais pour les femmes à la tête d'un syndicat, la triple charge de travail à assumer à la maison, à l'usine et au syndicat se révèle être un vrai exercice d'équilibriste. Avec les enfants supposés suivre leurs cours en distanciel pendant la pandémie, beaucoup de travailleuses voient leur charge de travail s'alourdir en dehors de leur temps de travail, d'autant plus que c'est la femme qui se taille la part du lion quand il s'agit d'assumer les tâches domestiques.

La Fédération des travailleur·ses inter-usines (FBLP, dont le nom est en passe de devenir la Fédération des syndicats des travailleur·ses indonésien·nes uni·es/FSBPI) est un cas d'école d'ouvrières se forgeant un pouvoir collectif de façon à protéger leurs droits. Active depuis 2009, cette fédération est le fruit de la déception et de la colère contre les « [syndicats jaunes](#) » dominés par les entreprises et qui ne représentaient pas les intérêts des travailleur·ses. Beaucoup de membres du FBLP décrivent leur ressentiment à l'égard des hommes dirigeant ces syndicats qui étalaient leur richesse devant des ouvrier·es sous-payé·es.

En 2010, alors que la colère et la frustration étaient au plus haut, le syndicat a organisé avec succès un vaste mouvement de grève dans Kawasan Berikat Nusantara (KBN Cakung), la zone franche industrielle la plus importante du Grand Jakarta afin d'obtenir une augmentation du salaire minimum de 1,1 million de roupies (79 dollars états-unis) par mois à 1,4 million de roupies (99 dollars états-unis) par mois. En tant que syndicat de travailleur·ses recensant plus de 1 000 membres, la FBLP a acquis une réputation de défenseuse des droits dans tous les domaines : du salaire décent aux congés payés en passant par des horaires de travail plus justes.

Jumisih, dirigeante et représentante syndicale à plein temps, est aussi une épouse et une mère d'un garçon de 13 ans. Sa famille vit principalement de son salaire depuis que son mari a perdu son emploi l'année précédente, et ce, même si la majeure partie de son temps est consacrée au syndicat. Avant la pandémie, Jumisih dormait souvent au siège du syndicat, mais depuis le mois de mars 2020, elle n'a pu s'y rendre que très peu souvent jusqu'à ce que le Gouvernement indonésien et la municipalité de Jakarta annoncent la levée du confinement.

Pendant le confinement, Jumisih s'est battue pour assumer ses rôles dans trois mondes d'une égale exigence, tout en craignant que sa famille puisse être exposée au virus. « *Je suis tellement épuisée à force d'aider mon fils avec ses cours en ligne que je dois gérer mon temps à la seconde près. J'organise aussi des regroupements de travailleur·ses le week-end.* » Son syndicat travaille dur pour rassembler des fonds communs servant de filet de sécurité alternatif et distribue de la nourriture et de l'argent aux ouvrières pour soutenir celles n'ayant pas accès à la sécurité sociale officielle.

Maintenant, des sociétés utilisent le Covid-19 comme prétexte pour dissoudre et réprimer les syndicats. Rahma est la dirigeante d'un syndicat dépendant du FBLP à l'échelle de son usine et ouvrière à PT Amos Indah Indonesia, une usine du secteur de l'habillement située à KBN Cakung. Elle raconte que la direction a refusé de rencontrer le syndicat après avoir imposé deux semaines de congés non payés à environ 800 ouvrier·es, ce que Jumisih et Rahma affirment être une violation du droit du travail. Elle leur a ensuite demandé de continuer à travailler pour un salaire moindre. Rahma explique que le passage à la communication à distance pendant les fermetures d'usines a permis à la direction de refuser plus facilement les demandes de rendez-vous, voire de ne pas répondre du tout. Frustrée d'être ignorée, elle a appelé à plusieurs occasions des ouvrier·es à faire grève avec l'aide de Jumisih et d'autres dirigeants du FBLP.

Durant le confinement, les représentantes syndicales ont dû adapter leur organisation en optimisant les espaces virtuels pour permettre aux ouvrières de se retrouver. À peine un mois après le début de la pandémie, les dirigeants du FBLP ont organisé, avec l'organisation Perempuan Mahardhika, des discussions hebdomadaires appelées *Ngobras* (*Ngobrol Santai Bareng Buruh* ; une discussion informelle avec les ouvrier·es) tous les week-ends durant lesquels les ouvrier·es ne travaillent pas. Ces échanges couvrent plusieurs sujets : salaire décent, droits aux congés maternité, au logement et à un travail décent, harcèlement sexuel. Durant ces discussions, les caméras montrent comment beaucoup de membres occupent leurs week-ends : une grande majorité écoute tout en accomplissant des tâches domestiques ou en s'occupant des enfants.

Malgré tout, les dirigeantes continuent de considérer les mouvements de grève « en présentiel »

comme leur stratégie centrale pour maintenir la solidarité entre les ouvrières. Le mouvement ouvrier se concentre actuellement sur la loi Omnibus (loi sur la création d'emplois) qui, en dérèglementant le travail, rend les travailleur·ses plus vulnérables aux salaires de misère et aux conditions de travail déplorables. Avant le passage de la loi Omnibus, les syndicats se sont réunis à la fois devant le Ministère du travail et le Parlement indonésien. Les mouvements de grève contre la loi Omnibus se sont révélés exténuants pour les syndicats : ils ont duré plusieurs semaines et ont connu différents épisodes de violence, avec pour résultat l'arrestation de certains représentants syndicaux. « *Je ne dévoile jamais l'identité de ma famille, car je ne veux pas qu'elle fasse les frais de mon engagement* », confie Jumisih.

Pour les représentantes syndicales, l'équilibre délicat entre travail, tâches ménagères et activités du syndicat est difficile à trouver. Non seulement elles font face à la menace réelle de la pandémie au sein de leur famille et de leur vie communautaire, mais elles restent présentes aux côtés des ouvrières dans leur combat contre l'industrie. Et en dépit du fardeau supplémentaire qu'elles doivent assumer durant la crise, le militantisme reste au cœur de leur lutte.

---

**Andi Cipta Asmawaty**  
**New Mandala**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.*

---

**P.-S.**

Ritimo

<https://www.ritimo.org/La-triple-charge-de-travail-des-syndicalistes-indonesiennes>